

AUTORISATION DE TRAVAIL : PLAN DE PRÉVENTION
Pour les travaux effectués par une entreprise extérieure

N°

ENTREPRISE UTILISATRICE	ENTREPRISE EXTÉRIEURE/SOUS-TRAITANT
NOM	NOM
ADRESSE	ADRESSE
TÉLÉPHONE	TÉLÉPHONE
MAIL	MAIL
Représentée par	Représentée par
FONCTION	FONCTION

TRAVAIL A EXÉCUTER

LIEU DE L'INTERVENTION

Date _____ de ☐ H ☐ à ☐ H ☐

Personne chargée de la surveillance des travaux _____

Nombre intervenant ☐
Nom du ou des intervenants _____

Description de l'opération _____

INSPECTION COMMUNE DES LIEUX

L'inspection des lieux de travail, du matériel et des installations a été faite le _____ / _____ / _____
Le périmètre d'intervention a été délimité, les voies de circulation des personnes et des engins délimitées ☐

SITUATION(S) DE TRAVAIL	RISQUE(S) DE L'INTERFERENCE	MESURE(S) DE PRÉVENTION

Documents remis pour prévenir des risques ci-dessus

Permis de feu

oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	n°
------------------------------	------------------------------	----

Bordereau de consignation (*électrique, mécanique, hydraulique*)

oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	n°
------------------------------	------------------------------	----

Autres

oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	n°
------------------------------	------------------------------	----

Incidents survenus au cours de l'intervention

Nom	FAIT à <input type="text"/>	ENTREPRISE EXTÉRIEURE / ST
	Nom	
SIGNATURE	Le <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/>	SIGNATURE

**L'entreprise extérieure s'engage à faire connaître cette autorisation de travail
au personnel devant intervenir dans l'entreprise Utilisatrice**

Numéros urgences à contacter en cas d'incident

Services Techniques : 04 67 88 31 00 - Astréinte Technique : 06 89 81 65 26 - Pompiers : 18

RÈGLES DE MISE EN ŒUVRE À RESPECTER

La présente **AUTORISATION DE TRAVAIL** doit être établie quelques que soient la nature et l'ampleur des travaux à réaliser des lors qu'une seule **entreprise extérieure** intervient.

Si les travaux dépassent 400 heures, et/ou coactivité multiple, un **PLAN DE PRÉVENTION** doit être établie (déclaration à l'Inspection du Travail, information du médecin et du CHSCT)

Les documents complémentaires , tels que : Permis de feu, Bordereau de Consignation électrique, Mécanique, Hydraulique, ainsi que toutes les procédures y afférent doivent , dans tous les cas, être annexés au présent document.

L'entreprise extérieure qui, de sa propre initiative, serait amenée à engager des travaux dans les domaines précites et qui n'en informerait pas l'entreprise utilisatrice, engagerait de fait sa pleine responsabilité

ATTENTION Le fait de rédiger une autorisation de travail ou un plan de prévention ne libère pas l'entreprise utilisatrice de son rôle de coordination en matière de sécurité

Liste des travaux rendant obligatoire la réalisation d'un Plan de Prévention (Arrêté du 19 mars 1993)

REP	Nature des travaux	Remarques
		Décret n°2002-460 du 4 avril 2002 Décret n°2003-296 du 31 mars 2003 Décret n°2001-215 du 8/3/2001 modifiant le décret n°66-450 du 20/06/66 Décret n°75-306 du 28/4/1975 modifié par décret n°2003-296 du 31/3/03 Décret n°2007-1570 du 5 novembre 2007 Décret n°2007-1582 du 7 novembre 2007 Décret n°2003-1254 du 23 décembre 2003 Décret n° 2004-725 du 22 juillet 2004 Décret du 4/05/1994
1	Travaux exposant à des rayonnements ionisants	
2	Activités exposant à des agents chimiques dangereux	
3	Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes	
4	Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977	Voir la législation sur les établissements classés
5	Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R4332-15 du Code du Travail, ainsi que les équipements suivants : ➤ Véhicules à bennes basculante ou cabine basculante ➤ Machines à cylindre ➤ Machines présentant les risques définis au deuxième et troisième alinéa de l'article R4324-19 du Code du Travail	Article R4332-15 "il est interdit d'admettre tout travailleur à procéder pendant leur marche à la visite, à la vérification ou à la réparation des transmissions, mécanismes et machines comportant des organes en mouvement. Les opérations d'entretien telles que nettoyage, débouillage", essuyage, époussetage, graissage de ces transmissions, mécanismes et machines comportant des organes en mouvements, ainsi que l'application d'adhésifs sont également interdits..." "lorsqu'il est techniquement impossible d'effectuer certains travaux à l'arrêt, ils ne peuvent être exécutés que par du personnel expérimenté spécialement désigné par le Chef d'Etablissement". Article R4324-19 "... La séparation des équipements de travail de leurs sources d'alimentation en énergie doit être obtenue par la mise en oeuvre de moyens adaptés permettant que les opérateurs intervenant dans les zones dangereuses puissent s'assurer de cette séparation..." La dissipation des énergies accumulées dans les équipements de travail doit pouvoir s'effectuer aisément, sans que puisse être compromise la sécurité des travailleurs
6	Travaux de transformation au sens de la norme NFP82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parage automatique de voiture	Voir Norme NF P82-212, norme de construction des ascenseurs
7	Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température	Au-dessus de 55° (au contact de la peau) et en dessous de 0°c
8	Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs	Voir arrêté du 9 juin 1993 modifié par arrêté du 25 juin 1999
9	Travaux comportants le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation	Voir arrêté du 9 juin 1993 modifié par arrêté du 25 juin 1999
10	Travaux exposants au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la TBT	La très basse tension T.B.T. en alternatif est égale ou inférieure à 50 v
11	Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R4323-42 du Code du Travail	Article R4323-42 "La mise en train et l'arrêt collectif des machines actionnées par la même commande doivent toujours être précédés d'un signal convenu"
12	Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965	Article R4323-58 du 1er septembre 2004 (décret 2004-924). Les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé. Le poste de travail doit permettre l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques. L'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages vient compléter cette réglementation
13	Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (a) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB	Article R4431-2 à R4437 du Code du Travail
14	Travaux exposant à des risques de noyade	Article R4534-136 du Code du Travail
15	Travaux exposant à un risque d'ensevelissement	Décret N°65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n°95-608 du 6/5/95 Arrêté du 25 février 2003
16	Travaux de montage , démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965	Décret N°65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n°95-608 du 6/5/95 Arrêté du 25 février 2003
17	Travaux de démolition	Décret N°65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n°95-608 du 6/5/95 Arrêté du 25 février 2003
18	Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée	Article R4412-22 modifié par décret n°93-41 du 11 janvier 1993 art 3 I, III et IV (JORF 13 janvier 1993 en vigueur le 15 janvier 1993)
19	Travaux subaquatiques et hyperbares	Décret du 28 mars 1990
20	Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3a selon la norme NF en 60825	Article R-4512-7 du Code du Travail
21	Travaux de soudage oxyacétylénique exigera le recours à un permis de feu	Décret du 6 février 1992